



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 663

Texte de la question

## SOUTIEN À L'OPPOSITION SYRIENNE

M. le président. La parole est à M. Alain Marsaud, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire

M. Alain Marsaud. Nous regrettons que la question posée par M. Yves Fromion n'ait pas reçu une réponse suffisante. Il est vrai qu'elle est douloureuse puisqu'elle concerne le budget de la défense nationale !

*(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

J'associe mon collègue Jacques Myard à cette question sur la Syrie.

M. Michel Françaix. Cela ne nous rassure pas !

M. Alain Marsaud. Monsieur le ministre des affaires étrangères, le Président de la République et vous-même avez fait part récemment de votre souhait de mettre fin à l'embargo européen sur la fourniture d'armes à la Syrie, au motif que la diplomatie a échoué et que le régime Assad est sans doute largement armé par l'Iran et par la Russie, notamment.

Nul ici ne pense à soutenir ce régime : le père et le fils ont suffisamment démontré leur capacité à assassiner, dans le passé comme dans le présent.

Cependant, décider unilatéralement, ou même avec le Royaume-Uni, d'armer la résistance est lourd de conséquences, car les résistants les plus actifs, nous le savons, sont avant tout des djihadistes.

M. Nicolas Bays. Nicolas Sarkozy l'a fait en Libye ! *(Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Alain Marsaud. Quelles armes létales envisagez-vous de fournir ? Quels groupes comptez-vous armer, voire surarmer, puisque l'Arabie saoudite et le Qatar les ont déjà largement équipés ?

M. Nicolas Dhuicq. Tout à fait !

M. Alain Marsaud. Quels sont vos moyens de contrôle sur la destination et sur l'usage de ces armes ?

Enfin, alors même que nous découvrons que l'on combat nos soldats au Mali avec des armes et des munitions provenant de Tripoli ou de Benghazi, l'on nous presse de fournir des armes antichars et des missiles sol-air à la résistance syrienne : sommes-nous prêts ici à assumer un attentat contre un avion de ligne dans trois mois, ou dans trois ans ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Nous avons eu récemment l'occasion de discuter en commission des affaires étrangères de cette question, que chacun, bien sûr, a à l'esprit.

La situation en Syrie est absolument dramatique. Une centaine de personnes meurent chaque jour, les réfugiés se comptent par milliers et l'embrasement gagne l'ensemble de la région.

Il n'y a pas opposition entre l'action diplomatique, absolument nécessaire, et l'action sur le terrain militaire. D'un côté, Bachar el-Assad refuse de bouger, dans la mesure où le contrôle de l'aviation lui permet de bombarder impunément la résistance ; de l'autre, les Russes s'appuient sur ce refus pour dire qu'ils n'y peuvent rien.

La bonne solution - vous l'avez esquissée - est diplomatique. Mais nous avons acquis la conviction qu'il n'y aura pas d'avancée diplomatique si, sur le terrain, les choses n'évoluent pas. D'où la question - qui n'est pas encore tranchée - de la levée de l'embargo.

Bien évidemment, si l'embargo devait être levé, il nous faudrait acquérir la certitude que les destinataires des armes ne les retourneront pas contre nous.

M. Thierry Mariani. Comment ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. Nous sommes en train de travailler sur cette question.

Vous avez évoqué le fait que les armes livrées en Libye se retrouvent aujourd'hui au Mali. Si nous avons soutenu l'intervention en Libye, nous constatons aussi qu'il n'y a pas eu de suivi.

M. Nicolas Bays. Eh oui !

M. Laurent Fabius, *ministre*. Nous ne voulons pas nous retrouver dans la même situation. Nous ne ferons pas en Syrie les mêmes erreurs que celles qui ont été commises à d'autres moments. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Marsaud](#)

**Circonscription :** Français établis hors de France (10<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 663

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [21 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 mars 2013](#)